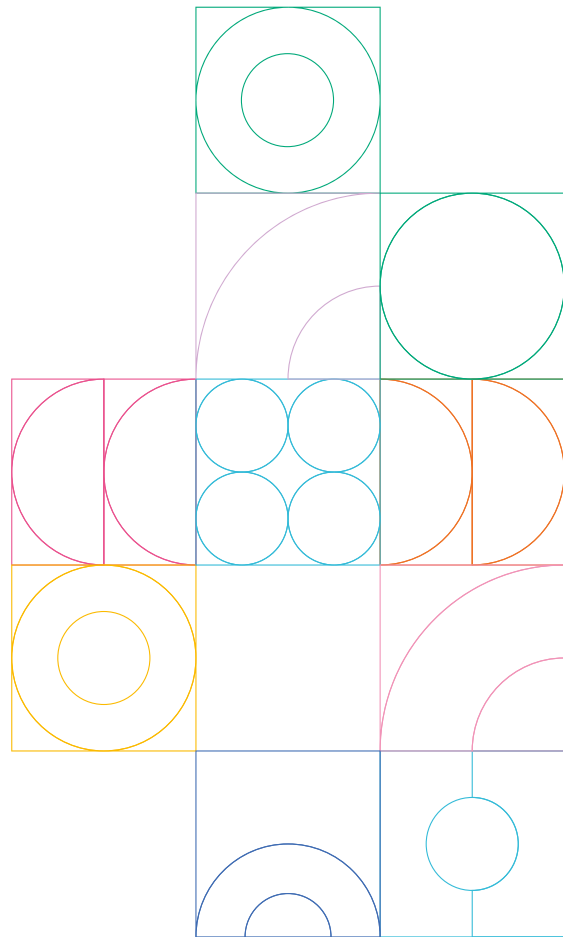
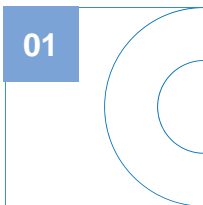


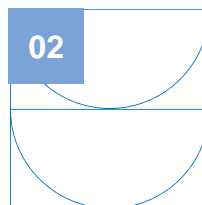
Les principales nouveau-tés réglementaires actuelles et à venir



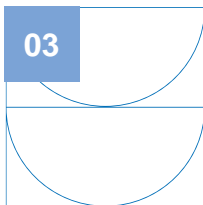
Sommaire



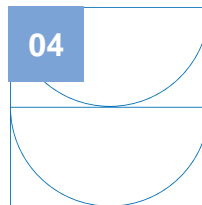
Le versement mobilité régional et rural (VMRR)



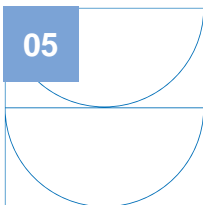
La réforme des allégements généraux de cotisations



L'avantage en nature véhicule électrique et utilisation des bornes de recharge électrique



L'arrêté sur les frais professionnels du 4 septembre 2025



La réforme de l'assiette des travailleurs indépendants



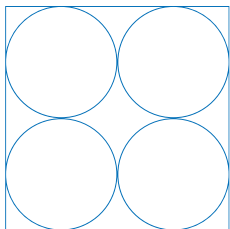
01

Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

L'article 118 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 prévoit la création d'un nouveau versement mis en œuvre par délibération du conseil régional de métropole, ou de l'organe délibérant de la collectivité de Corse et destiné au financement des services de mobilité

Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

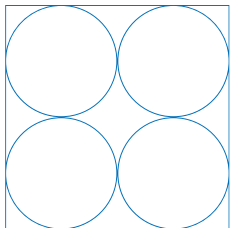
VMRR



- La délibération fixe le taux de ce prélèvement dans la limite de 0.15% ainsi que la date de sa mise en œuvre,
- Ce taux peut être réduit ou même porté à zéro sur le territoire de certains établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au sein de la région,
- Le VMRR est versé par l'employeur aux caisses de recouvrement (URSSAF et CMSA) suivant les modalités prévues pour le versement mobilité (VM et VMA) déjà en vigueur.

Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

VMRR



Régions concernées :

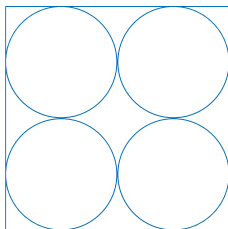
En 2025, deux régions ont décidé par délibération de mettre en œuvre le VMRR :

- la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à compter du 1er juillet 2025,
- la région Occitanie à compter du 1er novembre 2025, pour une partie des EPCI de son territoire

La région Ile-de-France et les départements d'Outre-Mer ne sont pas concernés.

Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

VMRR



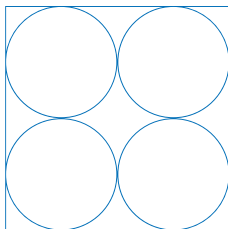
EPCI dont le territoire est assujetti au VMRR à hauteur de 0.15%

➤ **OCCITANIE – Languedoc Roussillon (15 EPCI)**

- **CA ALES Agglomération**
- **CA de NIMES Métropole**
- **CA du GARD Rhodanien**
- **CC du RHONY VISTRE VIDOURLE**
- **CA du Grand AVIGNON**
- **CA LUNEL Agglo**
- **CA du PAYS de l'Or**
- **SETE Agglo pôle Méditerranée**
- **CA de BEZIERS Méditerranée**
- **CA Hérault Méditerranée**
- **MONTPELLIER Méditerranée Métropole**
- **CA le Grand NARBONNE**
- **CA CARCASSONNE Agglo**
- **CC CASTELNAUDARY-LAURAGAIS AUDIOIS**
- **CU PERPIGNAN Méditerranée Métropole**

Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

VMRR



EPCI dont le territoire est assujéti au VMRR à hauteur de 0.15%

➤ **OCCITANIE – Midi-Pyrénées (17 EPCI)**

CA du SICOVAL

CA grand MONTAUBAN

CA le MURETAIN Agglo

CA PAYS FOIX-VARILHES

CA TARBES-LOURDES-PYRENEES

CC des Coteaux BELLEVUE

CC des Coteaux de GIROU

CC des deux Rives

CC des Portes d'ARIEGE PYRENEES

CC du Bassin AUTERIVAIN Haut-Garonnais

CC du FRONTONNAIS

CC Grand Sud Tarn et Garonne

Le Grand Ouest Toulousain Agglomération

CC TARN AGOUT

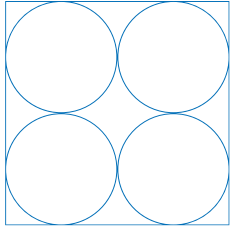
CC Terres des Confluences

CC VAL AIGO

TOULOUSE Métropole

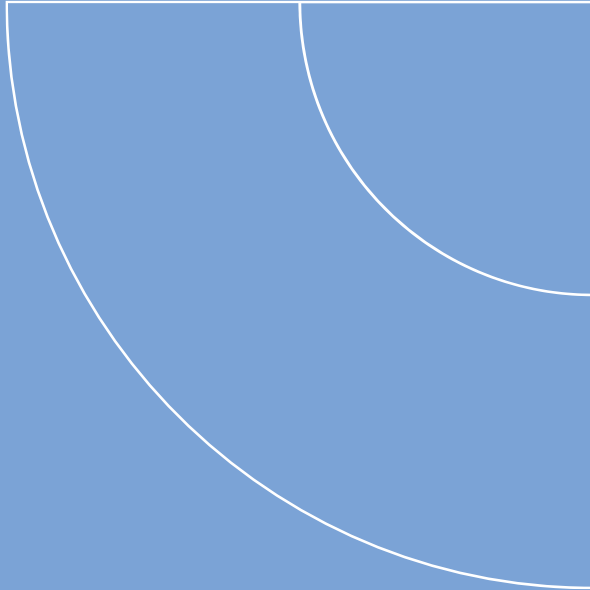
Le versement mobilité régional et rural (VMRR)

VMRR



L'URSSAF Caisse Nationale a diffusé une nouvelle version de son guide déclaratif sur la DSN du 9 juillet 2025 sur le site urssaf.fr

Elle comporte notamment l'ajout de **nouveaux codes types de personnel (CTP) 820 et 822** pour le versement mobilité régional et rural (VMRR).

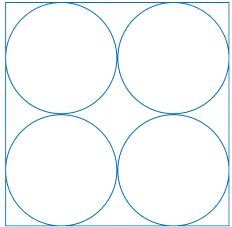


02

**Modalités d'application,
employeurs concernés
conditions d'effectif et
assiette du VMRR**

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

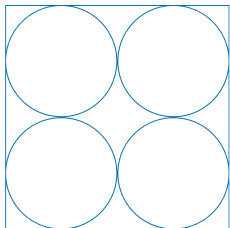
Modalités d'application



Les conditions d'assujettissement, de détermination de l'assiette, de recouvrement et de remboursement du VMRR sont identiques à celles du versement mobilité (VM) et du versement mobilité additionnel (VMA) qui sont présentées sur le site urssaf.fr, sous réserve de certaines spécificités,

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

Employeurs exonérés

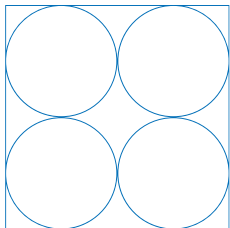


Les règles sont les mêmes que pour le VM, ainsi peuvent être exonérés :

- Les fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social;
- Les associations intermédiaires;
- Les représentations d'États étrangers ou les organismes internationaux si leur statut particulier tel qu'il résulte des accords constitutifs contient des dispositions les exonérant d'impôts directs.

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

Conditions d'effectif

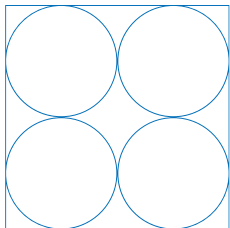


Sont assujettis à ce prélèvement tous les employeurs privés ou publics qui emploient **11 salariés et plus dans le ressort de la région où est institué le VMRR.**

Pour apprécier la condition d'effectif, comme pour le VM, il est tenu compte des effectifs de tous les établissements de l'employeur dans le ressort de la région où est institué le VMRR. Ces modalités sont présentées dans la rubrique Effectif du Bulletin officiel de la sécurité sociale.

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

Conditions d'effectif

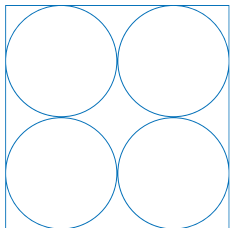


Pour apprécier l'effectif des établissements, il sera tenu compte des salariés inscrits au registre unique du personnel (RUP) de l'établissement selon les règles applicables au versement mobilité, avec les spécificités suivantes :

- les exceptions applicables au versement mobilité concernant **les salariés qui exercent depuis plus de 3 mois hors du ressort d'un établissement de l'employeur** ne sont pas applicables au VMRR. Ces salariés sont pris en compte sur l'établissement tenant le RUP sur lequel ils sont inscrits ;
- Les **salariés titulaires d'un contrat de mission avec une entreprise de travail temporaire (ETT)** sont pris compte sur la zone du RUP de l'ETT quel que soit leur lieu de mission, dès lors que la durée totale des contrats de mission atteint 3 mois sur l'année de décompte des effectifs.

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

Neutralisation du franchissement de seuil



L'effectif et le franchissement du seuil de onze salariés sont décomptés selon les modalités de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale, qui indique notamment :

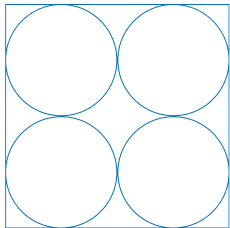
« Le franchissement à la hausse d'un seuil d'effectif salarié est pris en compte lorsque ce seuil a été atteint ou dépassé pendant cinq années civiles consécutives. »

Le franchissement du seuil d'effectif à la hausse, au sens de la loi Pacte, doit bien s'apprécier au regard des cinq années qui précèdent la mise en œuvre du VMRR.

En conséquence, une entreprise qui n'aurait pas franchi sur l'ensemble des années civiles de 2020 (données 2019) à 2025 (données 2024) le seuil d'effectif aboutissant à l'assujettissement (seuil de 11 salariés), n'est pas assujettie au VMRR dans les régions de Provence-Alpes-Côte d'Azur et d'Occitanie, au titre de l'année 2025.

Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

Assiette du VMRR



L'assiette du VMRR est identique à celle des VM et VMA.

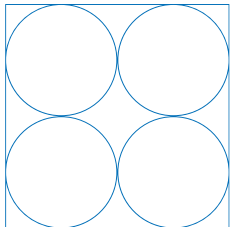
Ainsi, pour les ETT assujetties au VMRR, les rémunérations des salariés intérimaires pris en compte dans la zone RUP de l'ETT sont soumises à la contribution dès le premier jour des missions.

Pour la détermination des effectifs et pour l'assiette du VMRR, les exceptions et doctrine concernant les **salariés affectés aux véhicules de transport aérien et routier** applicables aux VM et VMA sont applicables au VMRR (voir section 3 du chapitre 5 de la rubrique Effectif du BOSS).

Les exonérations applicables au versement mobilité (OIG en ZRR, BER, ZFU, apprentis du secteur public notamment) sont applicables au VMRR.

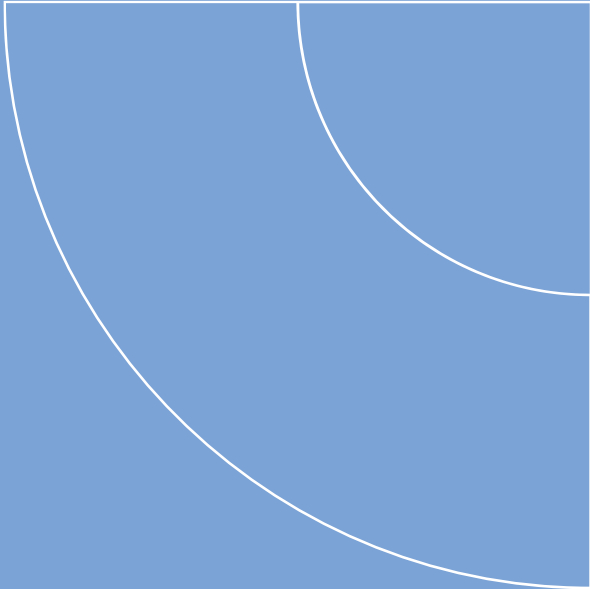
Modalités d'application, employeurs concernés conditions d'effectif et assiette du VMRR

A noter



A titre dérogatoire, des modalités de déclaration particulières sont mises en œuvre au titre des périodes d'emploi courant entre juillet 2025 et septembre 2025. Les employeurs ont la possibilité de **déclarer les assiettes rattachées aux périodes d'emploi de juillet, août et septembre en cumul avec celles d'octobre, novembre ou décembre.**

L'assiette correspondant à chaque période d'emploi peut donc être déclarée seule ou cumulée avec les autres assiettes à régulariser sans majoration de retard. Dans tous les cas, ces assiettes doivent être déclarées au plus tard au titre de la période d'emploi de décembre 2025.



Réforme des allégements généraux de cotisations pour l'année 2026

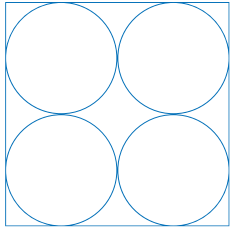
*Article 18 de la loi de financement
de la sécurité sociale 2025*

Décret n°2025-318 du 4 avril 2025

*Décret n°2025-887 du 4 septembre
2025*

Réforme des allègements généraux de cotisations pour l'année 2026

Réduction générale dégressive unique au 1^{er} janvier 2026



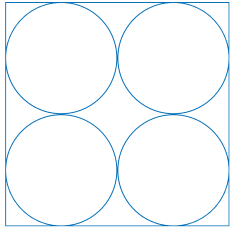
Nouvelle formule de calcul du coefficient de la réduction

T min + (**T delta** × [(1/2) × (3 × SMIC calculé pour un an/rémunération annuelle brute -1)] **P**)

- Smic en vigueur avec prise en compte des revalorisations. Correction du Smic dans certaines situations (temps partiel, hors-mensualisation, forfaits jours réduits...)
- Rémunération annuelle brute prenant en compte le montant des PPV
- L'exposant P est égal à 1,75 et s'applique à [(1/2)×(3×SMIC annuel/ rémunération annuelle brute-1)]

Réforme des allègements généraux de cotisations pour l'année 2026

Réduction générale dégressive unique au 1^{er} janvier 2026



Formule majorée de calcul du coefficient de la réduction

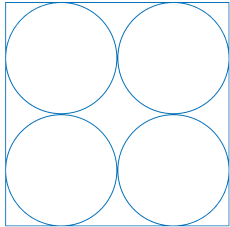
Le coefficient de réduction est majoré dans les cas suivants :

- horaire d'équivalence,
- intérimaires ICCP et/ou Caisse de congés payés

$(T \text{ min} + (T \text{ delta} \times [(1/2) \times (3 \times \mathbf{a} \times \text{SMIC calculé pour un an/} \\ \text{rémunération annuelle brute-1)] P)) \times \mathbf{b}$

Réforme des allègements généraux de cotisations pour l'année 2026

Réduction générale dégressive unique au 1^{er} janvier 2026



Taux minimum et maximum de réduction

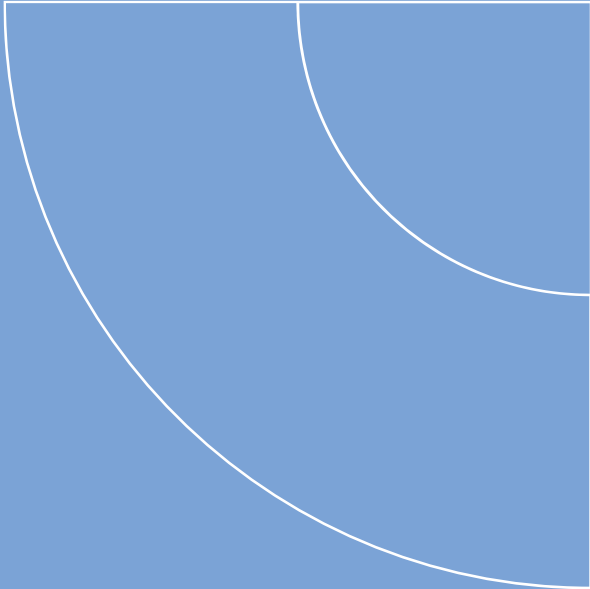
Les valeurs de Tmin et Tdelta sont fixées par décret (Tmin + Tdelta = coefficient maximum).

| | Tmin | Tdelta | Coefficient maximum |
|--|--------|--------|---------------------|
| Employeurs < 50 salariés (FNAL : 0,10%) | 0,0200 | 0,3773 | 0,3973 |
| Employeurs ≥ 50 salariés (FNAL : 0,10%) | 0,0200 | 0,3813 | 0,4013 |

Si la somme des taux des cotisations et contributions effectivement à la charge de l'employeur est inférieure à la somme de T min et T delta, la valeur T delta est réduite.

Le taux de contribution chômage est toujours égal à 4%.

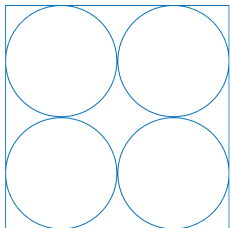
Des valeurs spécifiques sont prévues pour les régimes spéciaux : mines, marins, clercs et employés de notaires



***Maintien des taux
réduits d'allocations
familiales et d'assurance
maladie***

Maintien des taux réduits d'allocations familiales et d'assurance maladie

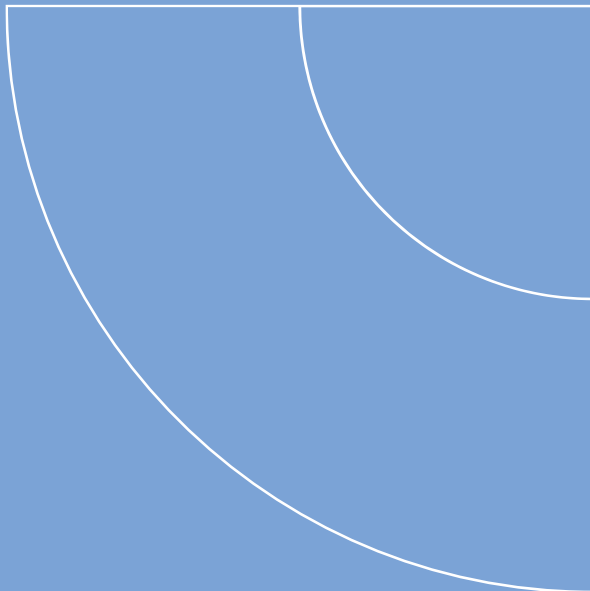
Exception à la réduction générale dégressive unique



Les entreprises bénéficiant d'un dispositif spécifique d'exonération dégressive :

- Lodeom
- Aide à domicile
- ZFRR
- TO-DE (travailleurs occasionnels – demandeurs d'emploi) (mesure spécifique au secteur agricole)

continuent de bénéficier des réductions proportionnelles des taux d'allocations familiales et d'assurance maladie, soit 3.45% et 7%, pour les salariés dont la rémunération n'excède pas respectivement 3.5 SMIC et 2.5 SMIC (valeur au 31 décembre 2023).

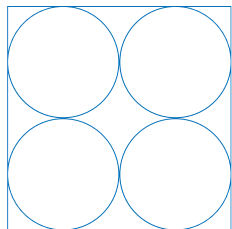


03 **Avantage en nature véhicule électrique**

Arrêté du 25 février 2025

Avantage en nature véhicule électrique

1^{ère} étape : calcul d'un avantage en nature « classique »



Evaluation de l'avantage en nature

Lorsque l'employeur met à disposition d'un salarié un véhicule, à titre permanent, qu'il peut utiliser à des fins personnelles, il doit évaluer cet avantage afin qu'il soit réintégré dans l'assiette des cotisations sociales.

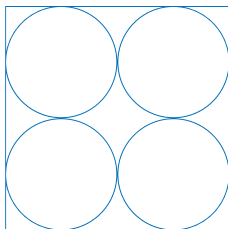
L'évaluation est effectuée :

- Soit sur la base des dépenses réellement engagées ;
- Soit sur la base d'un forfait annuel, estimé en pourcentage :
 - Du coût d'achat du véhicule (amortissement de l'achat, l'assurance, les frais d'entretien, voire les frais de carburant) Ou du coût global annuel de la location, de l'entretien et de l'assurance du véhicule.
 - Ou du coût global annuel de la location, de l'entretien et de l'assurance du véhicule.

L'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature véhicule est modifiée pour les véhicules mis à disposition à compter du 1er février 2025.

Avantage en nature véhicule électrique

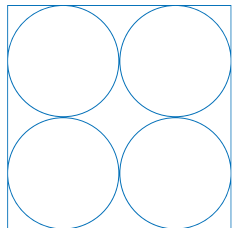
1^{ère} étape : calcul d'un avantage en nature « classique »



| Véhicule mis à disposition à compter du 1er février 2025 | Véhicule acheté | | Véhicule loué ou loué avec option d'achat | |
|--|--|--|---|--|
| | 0 à 5 ans | plus de 5 ans | | |
| Sans prise en charge du carburant | 15 % du coût d'achat TTC | 10% du coût d'achat TTC | 50% du coût global annuel (location, entretien, assurance du véhicule) | |
| Avec prise en charge du carburant | 15% + évaluation des dépenses de carburant à partir des frais réellement engagés ou 20% du coût d'achat du véhicule | 10% + évaluation des dépenses de carburant à partir des frais réellement engagés ou 15% du coût d'achat du véhicule | soit 50% du coût annuel pour la location + frais réels de carburant utilisé à des fins personnelles | soit 67% du coût global annuel (location, entretien, assurance et carburant) |
| <p>⚠ L'évaluation est plafonnée au montant de l'avantage en nature qui aurait été évalué si l'employeur avait acheté le véhicule</p> | | | | |

Avantage en nature véhicule électrique

2^{ème} étape : application d'un abattement



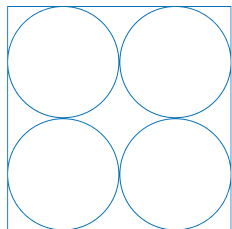
Prolongation et modification du régime dérogatoire pour les véhicules électriques

Le régime dérogatoire prévu pour l'évaluation de l'avantage en nature d'un véhicule électrique :

- Est prorogé jusqu'au 31 décembre 2027 (au lieu du 31 décembre 2024) ;
- Est modifié à compter du 1er février 2025.

Avantage en nature véhicule électrique

2^{ème} étape : application d'un abattement



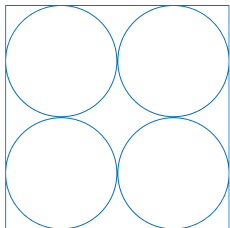
Prolongation et modification du régime dérogatoire pour les véhicules électriques

A compter du 1^{er} février 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027 :

- Aux termes de l'arrêté du 25 février 2025, seules les voitures bénéficiant d'un éco-score minimum peuvent bénéficier de l'abattement,
- Le respect de l'éco-score minimum est vérifié le jour de la mise à disposition du véhicule au salarié.

Avantage en nature véhicule électrique

2^{ème} étape : application d'un abattement



Evaluation forfaitaire

Seule l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature ne tient pas compte des frais d'électricité engagés par l'employeur pour la recharge du véhicule et est calculée après application d'un abattement de 70% dans la limite de 4582€ par an (valeur au 1^{er} janvier 2025).

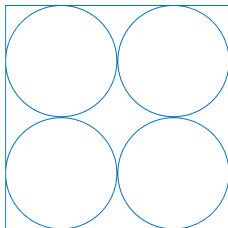
Evaluation au réel

Le Boss retient une application plus souple de l'arrêté en maintenant, sur la période du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2027, la mesure dérogatoire applicable du 1^{er} janvier 2020 au 31 janvier 2025, lorsque le mode d'évaluation de l'avantage en nature est au réel.

Ainsi, l'évaluation de l'avantage en nature, qu'elle soit sur la base d'une valeur réelle ou sur la base d'une valeur forfaitaire, ne tient toujours pas compte des frais d'électricité engagés par l'employeur pour la recharge du véhicule mais deux abattements sont applicables au montant de l'évaluation.

Avantage en nature véhicule électrique

2^{ème} étape : application d'un abattement



Abattements

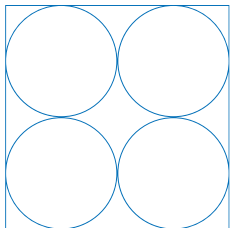
En cas d'évaluation sur la base d'une **valeur réelle**, l'avantage est calculé après application d'un **abattement de 50% dans la limite de 2000,30 euros par an** (valeur au 1^{er} janvier 2025).

En cas d'évaluation sur la base d'une **valeur forfaitaire**, l'avantage est calculé après application d'un **abattement de 70% dans la limite de 4 582 euros par an** (valeur au 1^{er} janvier 2025).

| Véhicule électrique mis à disposition entre le 1er janvier 2020 et 31 janvier 2025 | Véhicule électrique mis à disposition entre le 1er février 2025 et le 31 décembre 2027 |
|---|--|
| En cas d'évaluation sur la base d'une valeur réelle ou forfaitaire ► l'avantage en nature véhicule est évalué après application d'un abattement de 50 % dans la limite de 2 000,30 € par an (Valeur au 1er janvier 2025) | Sous condition d'un éco-score minimum : En cas d'évaluation sur la base d'une valeur réelle ► l'avantage en nature véhicule est évalué après application d'un abattement 50 % dans la limite de 2000,30 € par an (valeur au 1er janvier 2025) En cas d'évaluation sur la base d'une valeur forfaitaire ► l'avantage est calculé après application d'un abattement de 70 % dans la limite de 4582 euros par an (valeur au 1er -janvier 2025) |
| L'éventuelle prise en charge par employeur de frais personnels d'électricité n'est pas prise en compte pour l'évaluation de l'AN. | |

Avantage en nature véhicule électrique

Avantage en nature – Borne électrique



Reconduction du régime de faveur

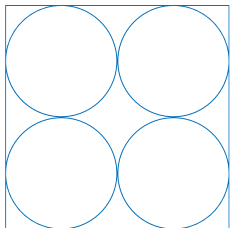
Les modalités spécifiques d'évaluation de l'avantage résultant de la mise à disposition par l'employeur d'une borne de recharge électrique ou de la prise en charge de tout ou partie des coûts liés à l'utilisation de celle-ci, sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2027 (au lieu du 31 décembre 2024).

Mise à disposition sur le lieu de travail

En cas de mise à disposition par l'employeur sur le lieu de travail d'une borne de recharge de véhicules fonctionnant au moyen de l'énergie électrique, **l'avantage en nature résultant de l'utilisation de cette borne par le salarié à des fins non professionnelles est négligé**, y compris pour les véhicules appartenant aux salariés.

Avantage en nature véhicule électrique

Avantage en nature – Borne électrique



Mise à disposition en-dehors du lieu de travail

En cas de prise en charge par l'employeur de tout ou partie des frais relatifs **à l'achat et à l'installation d'une borne de recharge**, l'avantage lié à cette prise en charge de frais est négligé si cette borne est restituée à la fin du contrat de travail.

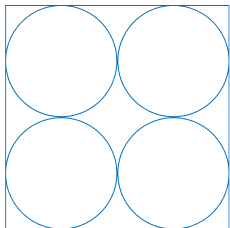
Si la borne n'est pas restituée à la fin du contrat de travail, la prise en charge des frais d'achat et d'installation est exclue de l'assiette des cotisations et contributions sociales **dans la limite de 50% des dépenses réelles que le salarié aurait dû engager pour l'achat et l'installation de la borne, dans la limite de 1 043,50 euros** (valeur au 1er janvier 2025).

Si la borne a plus de cinq ans, ces limites sont portées respectivement à **75% des dépenses réelles que le salarié aurait dû engager et à 1 565,20 euros** (valeur au 1er janvier 2025).

En cas de prise en charge par l'employeur des autres frais liés à l'utilisation de la borne de recharge électrique (entretien, maintenance, surcoût de l'abonnement au fournisseur d'électricité nécessaire) ou du coût de la location d'une borne ou d'un abonnement donnant accès à des bornes de recharge électrique en libre-service (installées par exemple à proximité du lieu de travail, du lieu d'une mission temporaire), cette prise en charge de frais est exclue de l'assiette des cotisations et contributions sociales **dans la limite de 50% du montant des dépenses réelles que le salarié aurait dû engager**.

Avantage en nature véhicule électrique

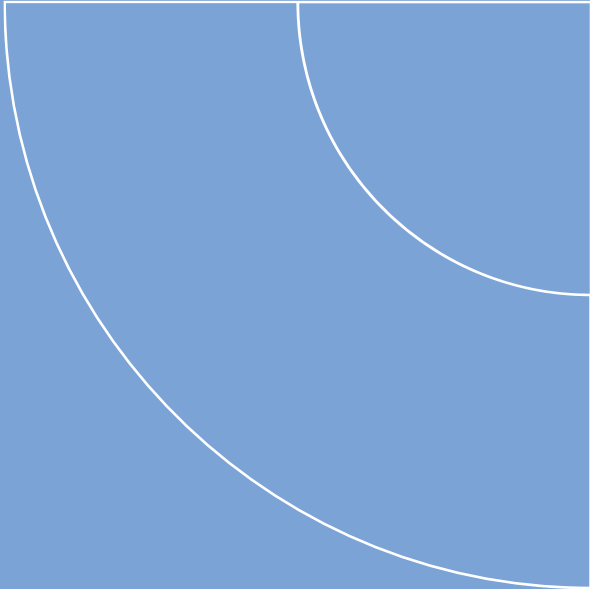
Avantage en nature – Borne électrique



Mise à disposition en-dehors du lieu de travail

En cas de prise en charge par l'employeur des frais d'électricité engagés par le salarié à des fins personnelles pour un véhicule dont il est propriétaire ou pour un véhicule hybride rechargeable mis à disposition par l'employeur, **cette prise en charge doit être réintégrée** dans l'assiette de cotisations et de contributions sociales.

S'il est impossible d'identifier parmi les dépenses prises en charge par l'employeur la fraction qui correspond aux frais d'électricité (par exemple lorsqu'un forfait de consommation électrique fixe est inclus dans le coût de la location ou de l'abonnement), l'ensemble de ces dépenses est **pris en compte pour le calcul de l'avantage en nature**.

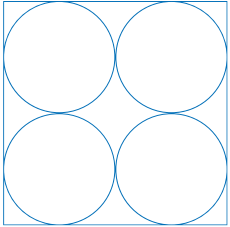


04 Frais professionnels à compter du 7 septembre 2025

Arrêté du 4 septembre 2025
abrogeant arrêté du 20/12/2002
(régime général) et arrêté du
17/06/2003 (régime agricole)

Frais professionnels

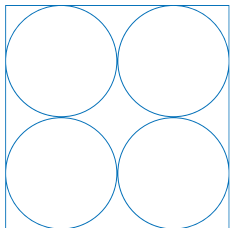
Aucun changement



- Définition de la notion de frais professionnels (art1)
- Modalité d'évaluation des frais professionnels (art2)
- Frais de nourriture (art3)
- Frais d'utilisation d'un véhicule personnel à des fins professionnelles (art4)
- Principe de revalorisation annuelle des allocations forfaitaires (art10)

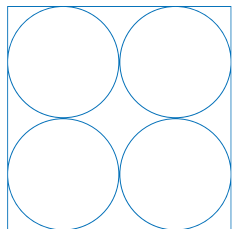
Frais professionnels

Changement à compter du 7 septembre 2025



- Durée globale d'indemnisation forfaitaire (art5)
- Modification de la présomption de mobilité professionnelle (arti8)
- DFS (art6)
- Frais lié au télétravail (art7)
- Frais relatif aux NTIC (art9)

Réduction de la durée globale d'indemnisation forfaitaire



Article 5

Frais de grand déplacement

Prolongation de la durée d'affectation

Bénéfice de la déduction

85% du montant des indemnités forfaitaires

3 mois < affectation </= 24 mois

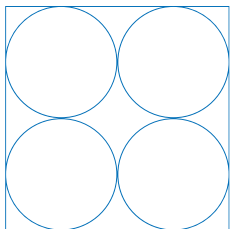
70 % du montant des indemnités forfaitaires

24 mois < affectation </= 60 mois

Au-delà de 60 mois : rbt au réel, production des justificatifs afférents

Frais professionnels

Frais liés au télétravail



Article 6

BOSS intégré à Arrêté 2025

+ Nouveauté

BOSS : [Frais professionnels - Boss.gouv.fr](https://www.boss.gouv.fr)

Accord professionnel ou interprofessionnel, de groupe / convention collective de branche prévoyant une indemnité forfaitaire

13€ / mois par jour de télétravail hebdomadaire - plafond de 71,50 € par mois

3,25€ /jour de télétravail, plafond de 71,50 € par mois

En l'absence d'un accord professionnel ou interprofessionnel, de groupe / convention collective de branche prévoyant une indemnité forfaitaire

10.90 € / mois par jour de télétravail hebdomadaire - plafond de 59.40 € par mois

2.70 € /jour de télétravail - plafond de 59.40 € par mois

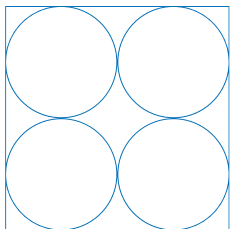
Nouveauté : remboursement des frais liés à l'adaptation d'un local spécifique

Base : valeur réelle

Frais dont dépenses d'acquisition du mobilier et matériel informatique

Frais professionnels

Frais relatifs aux outils issus des NTIC



Article 7

BOSS intégré à Arrêté 2025

BOSS : [Frais professionnels - Boss.gouv.fr](https://www.boss.gouv.fr)

Contexte

- circonstances exceptionnelles / force majeure justifiant la mise en place du télétravail
- absence de fourniture d'outils par l'employeur

Frais engagés par le salarié à des fins professionnelles pour l'utilisation d'outils issus des NTIC qu'il possède

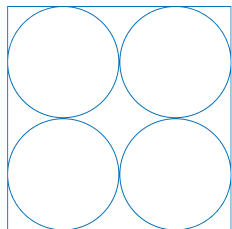
=

Charges de caractère spécial inhérentes à la fonction / emploi

Non cumul : frais liés à l'utilisation des outils NTIC personnels

Frais professionnels

Frais de mobilité



Article 8

Nouveauté

(suppression de la référence à une distance au moins égale à 50 km)

Caractérisation de la mobilité professionnelle

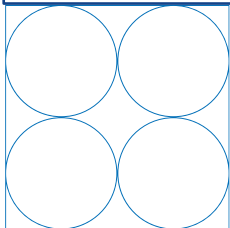
Suppression de la distance d'au moins 50 km séparant l'ancien lieu de résidence de celui du nouvel emploi

Présomption de mobilité professionnelle

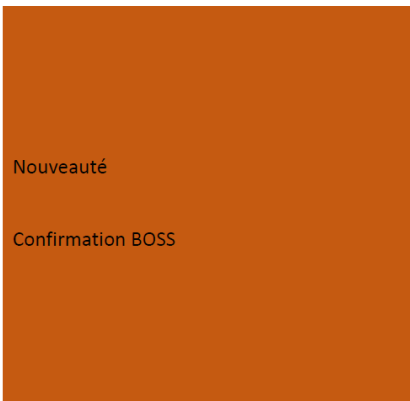
Trajet séparant l'ancien lieu de résidence de celui du nouvel emploi = ou > à 1h30 mn

Frais professionnels

DFS 8 secteurs, sortie progressive, propreté, Casinos et cercles de jeux, construction, transport routier de marchandises, Spectacle vivant et spectacle enregistré, aviation civile et journalistes et VRP



Article 9



Nouveauté

Confirmation BOSS

Contexte de l'obligation de recueil du consentement du salarié

Absence de prévision contractuelle relative à la DFS accord/ convention / contrat de travail / avenant au CT

Recueil du consentement

Silence du salarié, dans un « délai raisonnable » = accord

+ à tout moment, salarié peut demander à (ne plus) en bénéficier => mise en œuvre au 01/01 de N+1

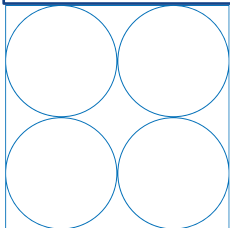
Calendrier de sortie progressive de la DFS : 8 secteurs => réduction du taux au 1^{er} janvier de chaque année

Non-respect : réintégration

Nouveauté

Frais professionnels

DFS 8 secteurs, sortie progressive, propreté, Casinos et cercles de jeux, construction, transport routier de marchandises, Spectacle vivant et spectacle enregistré, aviation civile et journalistes et VRP



Article 9

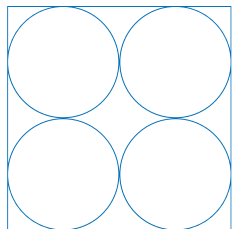
Tolérances du BOSS maintenues

- Le bénéfice de la DFS même en l'absence de frais professionnels réellement supportés par le salarié (paragraphes 2310)
- Le cumul entre l'ensemble des remboursements de frais professionnels définis par annexe 2 de l'arrêté du 04/09/25 et la DFS (paragraphe 2320)
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA0000052206402>
- Admission sous certaines conditions, que le consentement des salariés couvre la totalité de la période de transition (paragraphe 2330)

Nouveauté

Frais professionnels

DFS - Autres secteurs



Article 9

Nouveauté

Confirmation du BOSS et ajout de frais

Professions listées à l'article 5 annexe IV du CGI

Suppression progressive de la DFS : 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2031

Réduction de 15% chaque année du taux applicable en 2025

Fraction 0,5% = 1%

Arrondi à l'unité la plus proche

À compter du 01/01/2032 : pas de DFS dans les secteurs visés supra

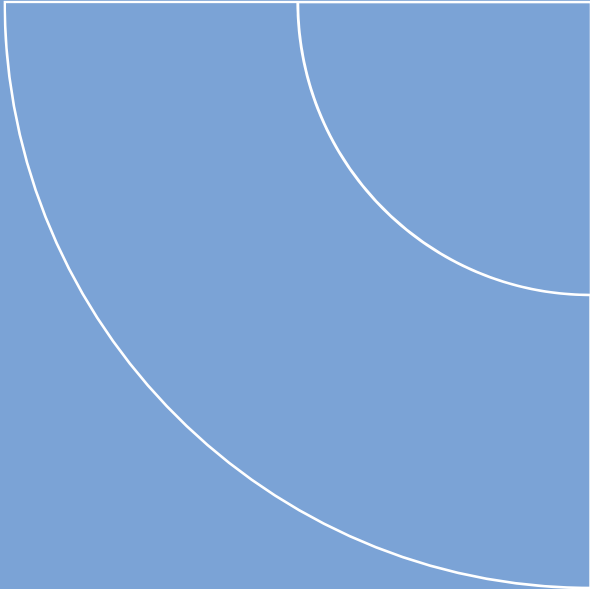
Applicabilité de l'exception au principe de non-cumul frais pro / DFS

Frais visés en annexe 2 de l'arrêté

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000052206402>

Nouveauté

Confirmation/ajout



05 Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

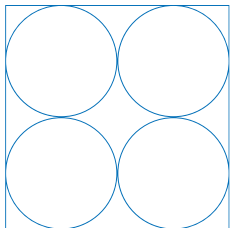
Article 18 de la loi de financement de la sécurité sociale 2024

Décret n°2024-688 du 5 juillet 2024

Décret n°2025-708 du 25 juillet 2025

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



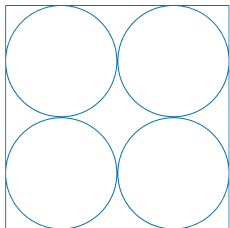
CONTEXTE

En raison de la difficulté de détermination du montant des cotisations sociales dues, déductibles fiscalement et socialement, et de la proportion importante des contributions non constitutives de droits (CSG-CRDS) dans l'ensemble des cotisations et contributions dues, la réforme de l'assiette des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants prévoit un alignement (sous quelques réserves) des assiettes des cotisations sociales et des contributions sociales, ainsi que le remplacement, dans l'assiette sociale, de la déduction au réel des cotisations sociales par un abattement forfaitaire.

Le législateur procède par ailleurs à différents ajustements et à une refonte des cotisations maladie/maternité et indemnités journalières.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS SOCIALES

L'assiette de la CSG-CRDS se compose désormais du revenu professionnel diminué du montant des frais et charges professionnels, sur lequel s'applique **un abattement forfaitaire de 26%**.

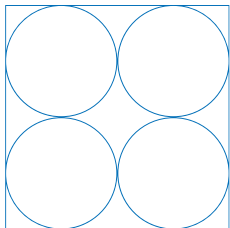
Toutefois, en application des dispositions de l'article D.136-5 du Code de la sécurité sociale, le montant de l'abattement ne peut être :

- **Inférieur à 1,76% de la valeur du PASS, soit 829 € en 2025;**
- **Supérieur à 130% de la valeur du PASS, soit 6 1230 € en 2025.**

En outre, cet abattement forfaitaire n'est pas applicable aux revenus des activités des travailleurs indépendants (hors auto-entrepreneurs) relevant du régime micro-fiscal.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Définition des revenus professionnels pris en compte

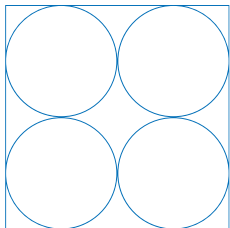
La référence au « revenu retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu » disparaît au profit d'une énumération des catégories et régimes d'imposition des activités.

Pour la catégorie fiscale des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), les revenus pris en compte sont les produits diminués des charges admises au plan fiscal (énumérées aux articles 36 à 40 du Code général des impôts). Les plus et moins-values à long terme sont expressément exclues de cette assiette.

Pour la catégorie fiscale des bénéfices non commerciaux (BNC), les revenus pris en compte sont les recettes diminuées des dépenses admises au plan fiscal (énumérées aux 1 de l'article 93 et aux I et III de l'article 93 quater du Code général des impôts). Les plus et moins-values à long terme sont expressément exclues de cette assiette.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Pour les travailleurs indépendants non auto-entrepreneurs, relevant du régime micro-BIC ou micro-BNC, l'assiette de la CSG-CRDS est constituée du revenu imposable. Il s'agit d'un bénéfice net déterminé par application au chiffre d'affaires d'un abattement forfaitaire pour frais et charges de :

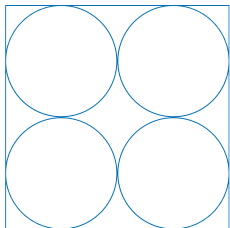
- 71% pour le régime micro-BIC ventes,
- 50% pour le régime micro-BIC prestations,
- 34% pour le régime micro-BNC.

Pour les activités exercées dans le cadre d'une structure relevant de l'impôt sur les sociétés, les revenus pris en compte sont composés :

- des sommes, avantages et accessoires en nature ou en argent, perçus par les travailleurs indépendants pour l'exercice de leurs fonctions ;
- de la part des dividendes et des intérêts des comptes courants d'associés, perçus par le travailleur indépendant, son conjoint ou partenaire de PACS, et ses enfants mineurs non émancipés, qui est supérieure à 10 % d'un montant de référence constitué du capital social, primes d'émission incluses, détenu en toute propriété ou en usufruit par ces mêmes personnes, et des sommes inscrites dans leurs comptes courants d'associés.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Assiette des cotisations sociales

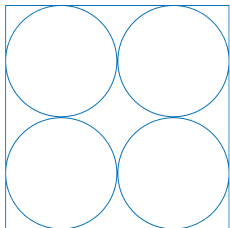
L'assiette des cotisations sociales est désormais fixée en référence à celle de la CSG-CRDS.

Elle est ainsi composée du même revenu que celui retenu pour le calcul de la CSG-CRDS, avec toutefois les ajustements suivants :

- Assiette minorée du montant des sommes perçues par le travailleur indépendant au titre d'un accord d'intéressement ou de participation aux résultats, et de l'abondement versé dans un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collective,
- Assiette majorée du montant des revenus de remplacement (hors affection de longue durée) versés :
 - ✓ à l'occasion de la maladie, maternité, paternité et accueil du jeune enfant dans le cadre des contrats facultatifs d'assurance groupe (Madelin ou nouveaux PER),
 - ✓ par les organismes de sécurité sociale.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Cotisations maladie/maternité et cotisations supplémentaires indemnités journalières

La cotisation maladie « globale » (maladie et indemnités journalières) des artisans, commerçants et professions libérales non réglementées est désormais scindée en deux cotisations distinctes :

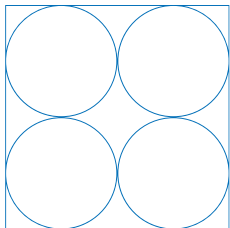
- une cotisation maladie,
- une cotisation supplémentaire indemnités journalières,

de la même manière que ce qui existe déjà pour les professions libérales réglementées.

Cette réforme entraîne ainsi un alignement de structure dans les textes entre la cotisation maladie et la cotisation indemnités journalières pour l'ensemble des groupes professionnels.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Taux de cotisations d'assurance maladie / maternité

Dégressivité du taux de cotisations :

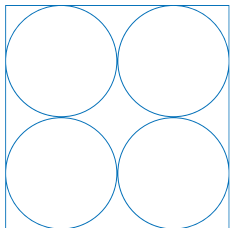
| Montant de l'assiette des cotisations | Taux applicable |
|---------------------------------------|--|
| Inférieur à 20% du PASS | 0% |
| Entre 20% et 40% du PASS | $Taux = \{T1 \times [a - (0,2 \times PASS)] / (0,2 \times PASS)\}$ |
| Entre 40% et 60% du PASS | $Taux = \{(T2 - T1) \times [a - (0,4 \times PASS)] / (0,2 \times PASS)\} + T1$ |
| Entre 60% et 110% du PASS | $Taux = \{(T3 - T2) \times [a - (0,6 \times PASS)] / (0,5 \times PASS)\} + T2$ |
| Entre 110% et 200% du PASS | $Taux = \{(T4 - T3) \times [a - (1,1 \times PASS)] / (0,9 \times PASS)\} + T3$ |
| Entre 200% et 300% du PASS | $Taux = \{(T5 - T4) \times [a - (2 \times PASS)] / (1 \times PASS)\} + T4$ |

T1= 1,5% - T2=4% / T3 = 6,5% / T4 = 7,7% / T5 = 8,5%

A = assiette des cotisations / PASS : plafond annuel de sécurité sociale.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme



Cotisation supplémentaire finançant les indemnités journalières

La cotisation supplémentaire ouvrant droit aux prestations en espèces est revalorisée.

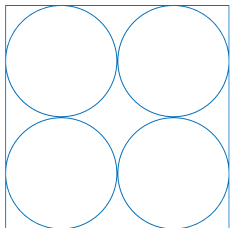
Ainsi, pour les travailleurs indépendants (hors libéraux affiliés à la CIPAV), le taux de cotisation passe de 0,30 % à 0,50 %, sur une assiette plafonnée à 5 PASS.

Pour les travailleurs indépendants affiliés à la CIPAV, le taux de cotisation demeure fixé à 0,30 % sur une assiette plafonnée à 3 PASS.

En outre, pour l'ensemble des travailleurs indépendants, une assiette minimum est fixée à hauteur de 40 % du PASS.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Contenu de la réforme

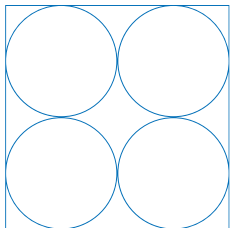


Taux des cotisations d'assurance retraite de base et complémentaire des artisans, commerçants et professions libérales

| BAREME RETRAITE DE BASE | | ANTERIEUR | NOUVEAU |
|--------------------------------|--|--|---------|
| | | A/C/PLNR | |
| Vieillesse de base plafonnée | Revenus dans la limite d'1 PASS | 17.15 % | 17.15 % |
| Vieillesse de base déplafonnée | Totalité du revenu d'activité | 0.60 % | 0.72 % |
| BAREME RETRAITE DE BASE | | Professions libérales relevant de la CIPAV | |
| Vieillesse de base plafonnée | Revenus dans la limite d'1 PASS | 8.23 % | 8.73 % |
| Vieillesse de base déplafonnée | Totalité du revenu d'activité dans la limite de 5 PASS | 1.87 % | 1.87 % |

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Entrée en vigueur de la réforme



Application des nouveaux barèmes et des nouvelles modalités déclaratives à partir d'avril 2026.

Le principe général est d'avoir une cohérence modalités déclaratives / barèmes de cotisations.

Autrement dit, application des nouveaux barèmes de cotisations sur la base d'une assiette calculée selon les nouvelles modalités.

Jusqu'à mars 2026 : les cotisations provisionnelles 2025 et 2026 restent calculées avec les anciens barèmes sur la base d'une assiette (revenus 2023 ou 2024) calculée selon les anciennes modalités, y compris en cas de cessation d'activité.

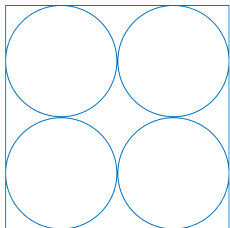
A compter d'avril 2026, à la suite de la déclaration des revenus 2025 selon le nouveau parcours (assiette après réforme), application des nouveaux barèmes aux cotisations provisionnelles 2026 et aux définitives 2025.

Si un recalcul des cotisations 2025 ou 2026 est réalisé alors que les revenus 2025 n'ont pas encore été déclarés, les cotisations seront recalculées avec les nouveaux barèmes mais sur la base d'une assiette avant réforme.

Pour limiter l'impact de l'application des nouveaux barèmes sur une ancienne assiette, les cotisations sociales ne seront pas réintégrées pour le calcul de l'assiette de la CGS-CRDS.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Entrée en vigueur de la réforme

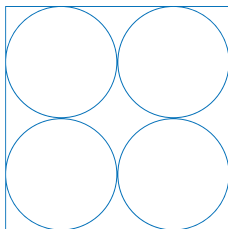


Au 4^{ème} trimestre 2026, lors de la taxation d'office des revenus 2025, les cotisations seront calculées avec les nouveaux barèmes sur la base d'une assiette sociale majorée calculée à partir des derniers revenus déclarés (selon les anciennes modalités).

Les cotisations sociales ne font plus l'objet d'une taxation d'office et ne seront plus réintégréées pour le calcul de l'assiette de la CGS-CRDS en TO.

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations TI



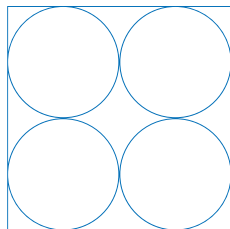
A, C, PL NR

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 2 468 | 2 468 | 13 700 | 13 700 | 34 625 | 34 625 | 70 675 | 70 675 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | - | 816 | | 3 562 | | 9 003 | | 18 376 |
| Assiette des cotisations | 1 000 | 1 652 | 10 000 | 10 138 | 25 000 | 25 622 | 50 000 | 52 299 |
| <i>Cot sociales réintégréés dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 1 183 | - | 2 699 | - | 7 292 | - | 16 047 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 2 183 | 1 652 | 12 699 | 10 138 | 32 292 | 25 622 | 66 047 | 52 299 |
| Total des charges sociales | 1 532 | 1 550 | 4 068 | 3 991 | 10 561 | 10 582 | 22 591 | 22 288 |
| dont maladie | 94 | 94 | 94 | 106 | 779 | 973 | 3 496 | 3 668 |
| dont RVB | 949 | 955 | 1 775 | 1 812 | 4 438 | 4 579 | 8 378 | 8 454 |
| dont RCI | 70 | 134 | 700 | 821 | 1 750 | 2 075 | 3 561 | 4 288 |
| dont AF | - | - | - | - | - | - | - | 56 |
| dont RID | 70 | 70 | 130 | 132 | 325 | 333 | 612 | 612 |
| dont CSG-CRDS | 212 | 160 | 1 232 | 983 | 3 132 | 2 485 | 6 407 | 5 073 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 148 | 112 | 864 | 689 | 2 196 | 1 742 | 4 491 | 3 556 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 64 | 48 | 368 | 294 | 936 | 743 | 1 916 | 1 517 |
| dont CFP | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 |

| | |
|---|--|
| Total des charges sociales / dont CSG-CRDS | Le montant total des charges reste équivalent avant et après la réforme. L'augmentation du montant des cotisations étant neutralisée par la baisse significative de la CSG-CRDS. |
| Droits aux prestations | L'augmentation de l'assiette des cotisations améliore les revenus cotisés pour le calcul de la retraite de base, des IJ et de l'invalidité. L'augmentation de la cotisation retraite complémentaire permet l'acquisition de points supplémentaires. |

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations TI



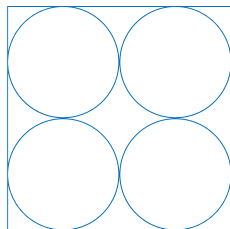
A, C, PL NR

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 135 934 | 135 934 | 199 427 | 199 427 | 261 928 | 261 928 | 615 275 | 615 275 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | | 35 343 | | 51 851 | | 60 278 | | 60 278 |
| Assiette des cotisations | 100 000 | 100 591 | 150 000 | 147 576 | 200 000 | 201 650 | 500 000 | 554 997 |
| <i>Cot sociales réintégrées dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 27 151 | - | 36 601 | - | 45 123 | - | 75 972 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 127 151 | 100 591 | 186 601 | 147 576 | 245 123 | 201 650 | 575 972 | 554 997 |
| Total des charges sociales | 39 622 | 39 467 | 54 838 | 54 893 | 69 037 | 69 704 | 131 978 | 140 615 |
| dont maladie | 7 200 | 8 358 | 10 800 | 13 156 | 14 400 | 16 941 | 34 149 | 40 079 |
| dont RVB | 8 678 | 8 802 | 8 978 | 9 140 | 9 278 | 9 530 | 11 078 | 12 074 |
| dont RCI | 7 561 | 8 683 | 11 561 | 12 958 | 14 633 | 16 673 | 14 633 | 16 673 |
| dont AF | 3 100 | 3 118 | 4 650 | 4 575 | 6 200 | 6 251 | 15 500 | 17 205 |
| dont RID | 612 | 612 | 612 | 612 | 612 | 612 | 612 | 612 |
| dont CSG-CRDS | 12 334 | 9 757 | 18 100 | 14 315 | 23 777 | 19 560 | 55 869 | 53 835 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 8 646 | 6 840 | 12 689 | 10 035 | 16 668 | 13 712 | 39 166 | 37 740 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 3 688 | 2 917 | 5 411 | 4 280 | 7 109 | 5 848 | 16 703 | 16 095 |
| dont CFP | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 | 137 |

| | |
|---|--|
| Total des charges sociales / dont CSG-CRDS | Le montant total des charges reste équivalent avant et après la réforme. L'augmentation du montant des cotisations étant neutralisée par la baisse significative de la CSG-CRDS. |
| Droits aux prestations | L'augmentation de l'assiette des cotisations améliore les revenus cotisés pour le calcul de la retraite de base, des II et de l'invalidité. L'augmentation de la cotisation retraite complémentaire permet l'acquisition de points supplémentaires. |

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations TI



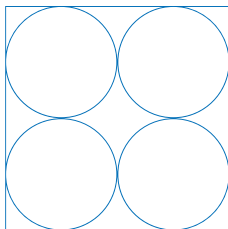
PL Cipav

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 141 050 | 141 050 | 212 456 | 212 456 | 281 003 | 281 003 | 632 871 | 632 871 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | | 36 673 | | 55 239 | | 60 278 | | 60 278 |
| Assiette des cotisations | 100 000 | 104 377 | 150 000 | 157 217 | 200 000 | 220 725 | 500 000 | 572 593 |
| <i>Cot sociales réintégrées dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 31 959 | - | 48 818 | - | 63 001 | - | 92 465 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 131 959 | 104 377 | 198 818 | 157 217 | 263 001 | 220 725 | 592 465 | 572 593 |
| Total des charges sociales | 44 877 | 45 718 | 68 221 | 69 505 | 88 630 | 89 496 | 150 052 | 157 685 |
| dont maladie | 6 800 | 8 530 | 10 174 | 13 469 | 13 424 | 17 597 | 32 924 | 40 469 |
| dont RVB | 5 746 | 6 064 | 6 681 | 7 052 | 7 616 | 8 239 | 8 280 | 8 516 |
| dont RC | 15 877 | 17 209 | 26 877 | 28 306 | 35 325 | 34 854 | 35 325 | 34 854 |
| dont AF | 3 100 | 3 236 | 4 650 | 4 874 | 6 200 | 6 842 | 15 500 | 17 750 |
| dont RID | 436 | 436 | 436 | 436 | 436 | 436 | 436 | 436 |
| dont CSG-CRDS | 12 800 | 10 125 | 19 285 | 15 250 | 25 511 | 21 410 | 57 469 | 55 542 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 8 973 | 7 098 | 13 520 | 10 691 | 17 884 | 15 009 | 40 288 | 38 936 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 3 827 | 3 027 | 5 765 | 4 559 | 7 627 | 6 401 | 17 181 | 16 606 |
| dont CFP | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 |

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations PAM

Médecins secteur 1

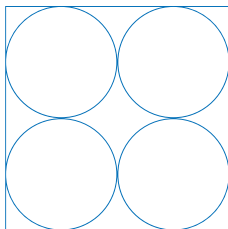


| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 92 809 | 92 809 | 129 627 | 129 627 | 167 090 | 167 090 |
|---|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | - | 24 130 | | 33 703 | | 43 443 |
| Assiette des cotisations | 70 000 | 68 679 | 100 000 | 95 924 | 130 000 | 123 647 |
| <i>Cot sociales réintégrées dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | <i>16 789</i> | <i>-</i> | <i>21 263</i> | <i>-</i> | <i>26 341</i> | <i>-</i> |
| Assiette de la CSG-CRDS | 86 789 | 68 679 | 121 263 | 95 924 | 156 341 | 123 647 |
| Total des charges sociales | 25 562 | 25 080 | 33 380 | 32 278 | 41 860 | 40 174 |
| dont maladie* + IJ | 280 | 275 | 400 | 384 | 520 | 495 |
| dont RVB | 5 185 | 5 396 | 5 746 | 5 906 | 6 307 | 6 424 |
| dont ASV | 2 739 | 2 859 | 3 119 | 3 259 | 3 499 | 3 666 |
| dont RC | 7 140 | 8 104 | 10 200 | 11 319 | 13 260 | 14 590 |
| dont AF* | 542 | 532 | 775 | 744 | 1 612 | 1 533 |
| dont RID | 903 | 898 | 1 023 | 1 007 | 1 143 | 1 118 |
| dont CSG-CRDS | 8 419 | 6 662 | 11 763 | 9 305 | 15 165 | 11 994 |
| <i>Part CSG déductible</i> | <i>5 902</i> | <i>4 670</i> | <i>8 246</i> | <i>6 523</i> | <i>10 631</i> | <i>8 408</i> |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | <i>2 517</i> | <i>1 992</i> | <i>3 517</i> | <i>2 782</i> | <i>4 534</i> | <i>3 586</i> |
| dont Curps | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 |
| dont CFP | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 |

*Calcul incluant les prises en charge de cotisations par la CPAM

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations PAM

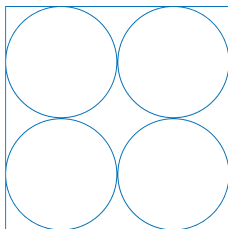


Médecins secteur 2

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 145 606 | 145 606 | 212 916 | 212 916 | 276 088 | 276 088 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | - | 37 858 | | 55 358 | | 60 278 |
| Assiette des cotisations | 100 000 | 107 748 | 150 000 | 157 558 | 200 000 | 215 810 |
| <i>Cot sociales réintégrées dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 36 225 | - | 49 249 | - | 58 399 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 136 225 | 107 748 | 199 249 | 157 558 | 258 399 | 215 810 |
| Total des charges sociales | 49 793 | 52 775 | 68 930 | 72 708 | 83 818 | 85 594 |
| dont maladie + IJ | 6 800 | 8 868 | 10 174 | 13 491 | 13 424 | 17 278 |
| dont RVB | 5 746 | 6 127 | 6 681 | 7 058 | 7 616 | 8 147 |
| dont ASV | 9 356 | 9 866 | 11 256 | 11 858 | 13 156 | 14 188 |
| dont RC | 10 200 | 12 714 | 15 300 | 18 592 | 16 815 | 16 815 |
| dont AF | 3 100 | 3 340 | 4 650 | 4 884 | 6 200 | 6 690 |
| dont RID | 1 023 | 1 054 | 1 188 | 1 188 | 1 188 | 1 188 |
| dont CSG-CRDS | 13 214 | 10 452 | 19 327 | 15 283 | 25 065 | 20 934 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 9 263 | 7 327 | 13 549 | 10 714 | 17 571 | 14 675 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 3 951 | 3 125 | 5 778 | 4 569 | 7 494 | 6 259 |
| dont Curps | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 |
| dont CFP | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 |

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations PAM



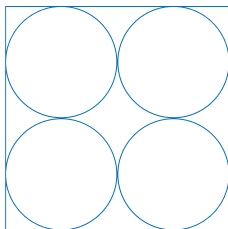
Auxiliaires médicaux

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 39 550 | 39 550 | 51 697 | 51 697 | 63 589 | 63 589 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | - | 10 283 | | 13 441 | | 16 533 |
| Assiette des cotisations | 30 000 | 29 267 | 40 000 | 38 256 | 50 000 | 47 056 |
| <i>Cot sociales réintégréés dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 6 921 | - | 8 295 | - | 9 430 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 36 921 | 29 267 | 48 295 | 38 256 | 59 430 | 47 056 |
| Total des charges sociales | 10 650 | 10 036 | 13 138 | 12 701 | 15 313 | 15 309 |
| dont maladie* + IJ | 120 | 117 | 160 | 153 | 200 | 188 |
| dont RVB | 3 030 | 3 102 | 4 040 | 4 055 | 4 811 | 4 988 |
| dont ASV | 294 | 292 | 318 | 314 | 342 | 335 |
| dont RC | 2 455 | 2 546 | 2 755 | 3 328 | 3 055 | 4 094 |
| dont AF | - | - | - | - | - | - |
| dont RID | 1 022 | 1 022 | 1 022 | 1 022 | 1 022 | 1 022 |
| dont CSG-CRDS | 3 581 | 2 839 | 4 685 | 3 711 | 5 765 | 4 564 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 2 511 | 1 990 | 3 284 | 2 601 | 4 041 | 3 200 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 1 070 | 849 | 1 401 | 1 110 | 1 724 | 1 364 |
| dont Curps | 30 | 29 | 40 | 38 | 50 | 47 |
| dont CFP | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 |

*Calcul incluant les prises en charge de cotisations par la CPAM

Réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants

Exemple pratiques : simulations PAM

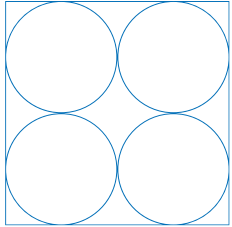


Dentistes

| Revenu brut des cotisations sociales (revenu brut social) | 132 985 | 132 985 | 170 324 | 170 324 | 194 858 | 194 858 |
|---|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme | Avant réforme | Après Réforme |
| Abattement 26% | - | 34 576 | | 44 284 | | 50 663 |
| Assiette des cotisations | 100 000 | 98 409 | 130 000 | 126 040 | 150 000 | 144 195 |
| <i>Cot sociales réintégrées dans l'assiette assiette CSG-CRDS</i> | 24 558 | - | 29 534 | - | 32 515 | - |
| Assiette de la CSG-CRDS | 124 558 | 98 409 | 159 534 | 126 040 | 182 515 | 144 195 |
| Total des charges sociales | 36 764 | 35 002 | 45 111 | 42 448 | 50 307 | 47 028 |
| dont maladie* + IJ | 400 | 393 | 520 | 504 | 574 | 568 |
| dont RVB | 5 746 | 5 952 | 6 307 | 6 469 | 6 681 | 6 808 |
| dont PCV | 2 374 | 2 362 | 2 592 | 2 563 | 2 737 | 2 694 |
| dont RC | 13 979 | 14 348 | 17 219 | 17 485 | 19 379 | 19 545 |
| dont AF | 775 | 763 | 1 612 | 1 563 | 1 860 | 1 788 |
| dont RID | 1 284 | 1 284 | 1 284 | 1 284 | 1 284 | 1 284 |
| dont CSG-CRDS | 11 852 | 9 546 | 15 223 | 12 226 | 17 438 | 13 987 |
| <i>Part CSG déductible</i> | 8 309 | 6 692 | 10 672 | 8 571 | 12 225 | 9 805 |
| <i>Part CSG-CRDS non déductible</i> | 3 543 | 2 854 | 4 551 | 3 655 | 5 213 | 4 182 |
| dont Curps | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 | 236 |
| dont CFP | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 | 118 |

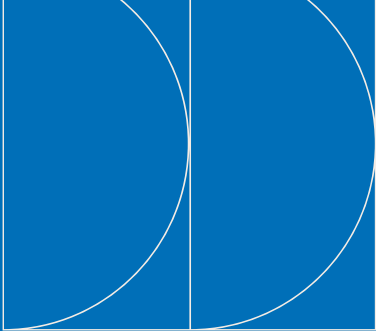
*Calcul incluant les prises en charge de cotisations par la CPAM

Liens utiles



Service Experts | Un site de l'Urssaf Midi-Pyrénées

[Accueil - Boss.gouv.fr](#)



Des questions?

**Merci
pour votre
attention**

